Ministère
de la Justice
Québec
Direction du Bureau du sous-ministre et du Secrétariat général

PAR COURRIEL

Le 13 février 2024

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Formulaires SJ-011
N/Réf. : BSM-2024-003469

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 22 janvier 2024, laquelle se lit comme suit :

> […] J'aimerais obtenir copie des formulaires SJ-011 visant la période de janvier à décembre 2023 (compilation de la volumétrie applicable à la chambre de la jeunesse), et ce pour les palais de justice de St-Jérôme et Laval. […]
>
> (Transcription intégrale)

Suivant une demande de précision, vous nous avez fait suivre, le 22 janvier 2024, une copie du formulaire auquel vous faisiez référence.

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint les statistiques sur le nombre de dossiers ouverts ainsi que le nombre de causes mises au rôle.

…2

Québec
Édifice Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église, 9e étage
Québec (Québec) G1V 4M1
Téléphone : 418 643-4090
Télécopieur : 418 644-7680
www.justice.gouv.qc.ca

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Justice Québec

Ventilation des données du rapport SJ-011 — Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, délinquance et protection

Palais de justice de Laval (greffe 540)

Année civile 2023

Rubriques	JANV.	FÉVR.	MARS	AVR.	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
1.1 Nombre de dossiers ouverts	93	140	112	116	150	134	138	134	116	149	145	134
1.1.1 Section délinquance	48	49	57	52	67	67	49	55	51	49	76	61
1.1.1.1 Délinquance (03)	42	43	56	45	67	58	41	52	50	42	74	51
1.1.1.2 Infractions (62)	6	6	1	7	0	9	8	3	1	7	2	10
1.1.2 Section protection	43	79	45	59	76	57	78	74	59	96	66	69
1.1.2.1 Protection (41)	29	52	31	37	51	41	50	44	43	73	55	58
1.1.2.2 Mesures de protection immédiate (49)	14	27	14	22	25	16	28	30	16	23	11	11
1.1.5 Divers (51)	2	12	10	5	7	10	11	5	6	4	3	4
1.1.6 Divers — Justice pénale pour adolescents (67)	19	2	2	8	11	7	1	9	1	2	1	1
1.3 Nombre de chefs d'accusation	98	112	101	97	115	1 875	102	125	119	85	150	100
1.3.1 Délinquance (03)	92	106	100	90	115	1 866	94	122	118	78	148	90
1.3.2 Infractions (62)	6	6	1	7	0	9	8	3	1	7	2	10
1.4 Code de sécurité routière	4	6	1	2	0	4	1	0	0	5	0	6
1.5 Requêtes incidentes ou accessoires (1.5.3.4 + 1.5.5 + 1.5.7 + 1.5.8 + 1.5.9)	173	101	100	114	119	118	82	100	142	95	134	120
1.5.3.4 Mesures provisoires (art. 76.1 Loi sur la protection de la jeunesse)	30	42	46	60	50	35	29	55	60	51	74	63
1.5.5 Révision d'une décision ou d'une ordonnance (art. 95 Loi sur la protection de la jeunesse)	71	6	15	19	30	14	22	20	29	11	20	20
1.5.7 Requêtes incidentes ou accessoires (Loi sur le système de justice pénale pour adolescents)	30	14	14	16	18	23	9	1	15	8	20	6
1.5.8 Autres requêtes incidentes ou accessoires (Loi sur la protection de la jeunesse)	36	33	23	19	8	37	12	22	19	19	11	20
1.5.9 Requêtes en transfert de district judiciaire (art.177, art. 174 du C. p.p.)	6	6	2	0	13	9	10	2	19	6	9	11
2.1 Total des causes au rôle (2.1.1 + 2.1.1.4 + 2.1.1.5 + 2.1.2)	696	555	757	511	948	771	701	604	747	705	754	743
2.1.1 Comparutions (2.1.1.1.1 + 2.1.1.1.3 + 2.1.1.3)	74	35	65	53	80	75	39	39	60	63	78	35
2.1.1.1.1 Délinquance (03)	70	33	65	52	71	69	39	38	57	59	78	35
2.1.1.3 Divers (51)	4	2	0	1	9	6	0	1	3	4	0	0
2.1.1.4 Orientation-déclaration	0	0	0	1	1	3	0	4	2	1	1	0
2.1.2 Auditions (2.1.2.1 à 2.1.2.5)	622	520	692	457	867	693	662	561	685	641	675	708
2.1.2.1 Section délinquance (2.1.2.1.1 + 2.1.2.1.2)	337	213	319	287	420	343	362	199	308	302	307	312
2.1.2.1.1 Délinquance (03)	302	205	302	280	409	340	352	182	305	296	297	310
2.1.2.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71)	35	8	17	7	11	3	10	17	3	6	10	2
2.1.2.2 Section protection (2.1.2.2.1 + 2.1.2.2.2)	283	298	353	166	428	343	281	354	372	335	362	391
2.1.2.2.1 Protection (41)	269	271	339	152	395	324	257	325	356	309	352	380
2.1.2.2.2 Mesures de protection immédiate (49)	14	27	14	14	33	19	24	29	16	26	10	11
2.1.2.5 Divers (51)	2	9	20	4	19	7	19	8	5	4	6	5
2.2 Disposition des causes au rôle mensuel (2.2.1 + 2.2.2)	695	558	759	509	902	765	699	604	744	702	753	743
2.2.1 Causes non terminées (2.2.1.1 + 2.2.1.2.1 + 2.2.1.5)	529	412	546	439	706	592	487	432	593	541	609	578
2.2.1.1 Section délinquance (2.2.1.1.1 + 2.2.1.1.2)	335	201	299	307	414	338	304	189	315	310	331	277
2.2.1.1.1 Délinquance (03) (2.2.1.1.1.1 à 2.2.1.1.1.4)	318	197	292	305	408	336	298	183	315	309	329	277
2.2.1.1.1.1 Continuée à la même étape	1	5	11	0	2	17	5	4	5	4	4	3
2.2.1.1.1.2 Remise à la même étape	240	148	214	224	302	215	228	112	232	198	204	213
2.2.1.1.1.3 Fixée à une autre étape	74	43	65	64	101	88	55	65	64	103	103	60
2.2.1.1.1.4 Autres (rayée, défaut de comparaître, etc.)	3	1	2	17	3	16	10	2	14	4	18	1
2.2.1.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71) (2.2.1.1.2.1 à 2.2.1.1.2.4)	17	4	7	2	6	2	6	6	0	1	2	0
2.2.1.1.2.1 Continuées à la même étape	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.1.1.2.2 Remises à la même étape	17	4	7	2	2	2	6	5	0	1	2	0
2.2.1.1.2.3 Fixées à une autre étape	0	0	0	0	4	0	0	1	0	0	0	0
2.2.1.1.2.4 Autres (rayée, défaut de comparaître, etc.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.1.2.1 Protection (41) (2.2.1.2.1.1 à 2.2.1.2.1.4)	192	206	242	130	284	252	181	243	277	229	276	301
2.2.1.2.1.1 Continuées à la même étape	3	12	26	4	10	10	15	15	17	14	16	10
2.2.1.2.1.2 Remise à la même étape	132	127	145	72	142	159	91	124	140	113	167	200
2.2.1.2.1.3 Fixées à une autre étape	48	62	67	47	130	81	74	99	117	98	91	91
2.2.1.2.1.4 Autres (rayée, défaut comparaître, etc.)	9	5	4	7	2	2	1	5	3	4	2	0
2.2.1.5 Divers (51) (2.2.1.5.1 à 2.2.1.5.4)	2	5	5	2	8	2	2	0	1	2	2	0
2.2.1.5.1 Continuée à la même étape	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.1.5.2 Remises à la même étape	0	0	3	0	5	2	2	0	1	2	2	0
2.2.1.5.4 Autres (rayée, défaut comparaître, etc.)	2	3	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0
2.2.2 Causes terminées (2.2.2.1 + 2.2.2.2 + 2.2.2.5)	166	146	213	70	196	173	212	172	151	161	144	165
2.2.2.1 Section délinquance (2.2.2.1.1 + 2.2.2.1.2)	72	44	85	33	41	77	98	52	53	46	54	69
2.2.2.1.1 Délinquance (03) (2.2.2.1.1.1 + 2.2.2.1.1.2)	54	40	75	28	36	76	94	41	50	42	46	67
2.2.2.1.1.1 Sans condamnation	15	11	17	12	0	21	22	15	21	24	7	30
2.2.2.1.1.2 Avec au moins une condamnation (2.2.2.1.1.2.1 + 2.2.2.1.1.2.2)	39	29	58	16	36	55	72	26	29	18	39	37
2.2.2.1.1.2.1 Condamnation à une peine pour adolescents	39	29	57	16	36	55	71	26	29	18	39	37
2.2.2.1.1.2.2 Condamnation à une peine pour adultes	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
2.2.2.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71) (2.2.2.1.2.1 + 2.2.2.1.2.2)	18	4	10	5	5	1	4	11	3	4	8	2
2.2.2.1.2.1 Sans condamnation	3	1	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0
2.2.2.1.2.2 Avec au moins une condamnation	15	3	8	4	2	1	4	11	3	4	8	2
2.2.2.2 Section protection (2.2.2.2.1 à 2.2.2.2.3)	90	93	112	35	141	80	99	111	91	111	85	90
2.2.2.2.1 Protection (41)	76	66	96	22	109	66	75	82	75	85	75	79
2.2.2.2.2 Mesures de protection immédiate (49) par le juge	14	27	16	13	32	14	24	29	16	26	10	11
2.2.2.5 Divers (51)	4	9	16	2	14	16	15	9	7	4	5	6

Source : Système d'information de gestion (M010)
Date d'extraction : 2024-02-08

Justice Québec

Ventilation des données du rapport SJ-011 — Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, délinquance et protection

Palais de justice de Saint-Jérôme (greffe 700)

Année civile 2023

Rubriques	JANV.	FÉVR.	MARS	AVR.	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
1.1 Nombre de dossiers ouverts	157	169	167	183	210	229	203	149	160	265	259	185
1.1.1 Section délinquance	55	56	78	60	80	52	88	46	53	98	100	69
1.1.1.1 Délinquance (03)	36	46	52	46	60	35	74	27	44	68	86	40
1.1.1.2 Infractions (62)	19	10	26	14	20	17	14	19	9	30	14	29
1.1.2 Section protection	91	110	80	121	126	171	108	102	93	161	153	113
1.1.2.1 Protection (41)	67	92	61	83	97	118	72	63	62	98	119	71
1.1.2.2 Mesures de protection immédiate (49)	24	18	19	38	29	53	36	39	31	63	34	42
1.1.5 Divers (51)	11	3	9	2	4	6	7	1	14	6	6	3
1.1.6 Divers — Justice pénale pour adolescents (67)	0	0	0	0	1	7	1	2	1	7	13	0
1.3 Nombre de chefs d'accusation	80	96	121	82	125	112	144	65	89	141	365	103
1.3.1 Délinquance (03)	61	86	95	68	105	95	130	46	80	111	351	74
1.3.2 Infractions (62)	19	10	26	14	20	17	14	19	9	30	14	29
1.4 Code de sécurité routière	10	2	8	1	8	8	1	11	3	20	11	17
1.5 Requêtes incidentes ou accessoires (1.5.3.4 + 1.5.5 + 1.5.7 + 1.5.8 + 1.5.9)	281	254	411	247	315	288	288	319	180	473	321	262
1.5.3.4 Mesures provisoires (art. 76.1 Loi sur la protection de la jeunesse)	133	161	254	159	167	131	164	162	76	194	196	122
1.5.5 Révision d'une décision ou d'une ordonnance (art. 95 Loi sur la protection de la jeunesse)	101	63	91	60	115	113	89	116	46	101	95	91
1.5.7 Requêtes incidentes ou accessoires (Loi sur le système de justice pénale pour adolescents)	14	8	14	5	16	25	15	16	27	21	10	14
1.5.8 Autres requêtes incidentes ou accessoires (Loi sur la protection de la jeunesse)	33	22	52	23	17	19	20	25	31	157	20	35
1.5.9 Requêtes en transfert de district judiciaire (art.177, art. 174 du C. p.p.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.1 Total des causes au rôle (2.1.1 + 2.1.1.4 + 2.1.1.5 + 2.1.2)	1 154	970	1 311	996	1 474	1 373	1 086	936	1 227	1 359	1 433	1 007
2.1.1 Comparutions (2.1.1.1.1 + 2.1.1.1.3 + 2.1.1.3)	72	42	64	41	73	56	56	45	51	64	106	51
2.1.1.1.1 Délinquance (03)	72	42	64	41	73	56	56	45	51	64	106	51
2.1.1.3 Divers (51)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.1.1.4 Orientation-déclaration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.1.2 Auditions (2.1.2.1 à 2.1.2.5)	1 082	928	1 247	955	1 401	1 317	1 030	891	1 176	1 295	1 327	956
2.1.2.1 Section délinquance (2.1.2.1.1 + 2.1.2.1.2)	247	217	246	227	319	306	244	217	266	326	322	210
2.1.2.1.1 Délinquance (03)	202	187	222	196	287	269	221	193	238	303	300	192
2.1.2.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71)	45	30	24	31	32	37	23	24	28	23	22	18
2.1.2.2 Section protection (2.1.2.2.1 + 2.1.2.2.2)	826	705	989	726	1 075	1 004	782	673	904	960	1 001	738
2.1.2.2.1 Protection (41)	805	687	970	688	1 047	948	746	634	872	899	973	704
2.1.2.2.2 Mesures de protection immédiate (49)	21	18	19	38	28	56	36	39	32	61	28	34
2.1.2.5 Divers (51)	9	6	12	2	7	7	4	1	6	9	4	8
2.2 Disposition des causes au rôle mensuel (2.2.1 + 2.2.2)	1 154	970	1 295	996	1 474	1 373	1 086	936	1 227	1 359	1 433	1 007
2.2.1 Causes non terminées (2.2.1.1 + 2.2.1.2.1 + 2.2.1.5)	887	688	1 037	743	1 169	1 046	832	690	940	1 075	1 139	801
2.2.1.1 Section délinquance (2.2.1.1.1 + 2.2.1.1.2)	271	205	269	216	322	280	223	197	262	340	360	205
2.2.1.1.1 Délinquance (03) (2.2.1.1.1.1 à 2.2.1.1.1.4)	250	193	260	202	311	268	216	184	250	332	352	197
2.2.1.1.1.1 Continuée à la même étape	0	0	0	1	1	1	0	0	0	5	2	8
2.2.1.1.1.2 Remise à la même étape	173	147	190	152	235	181	145	135	197	246	184	139
2.2.1.1.1.3 Fixée à une autre étape	74	45	68	48	72	79	70	49	50	80	163	50
2.2.1.1.1.4 Autres (rayée, défaut de comparaître, etc.)	3	1	2	1	3	7	1	0	3	1	3	0
2.2.1.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71) (2.2.1.1.2.1 à 2.2.1.1.2.4)	21	12	9	14	11	12	7	13	12	8	8	8
2.2.1.1.2.1 Continuées à la même étape	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.1.1.2.2 Remises à la même étape	21	9	9	14	11	8	7	12	11	7	4	7
2.2.1.1.2.3 Fixées à une autre étape	0	0	0	0	0	2	0	0	1	1	3	0
2.2.1.1.2.4 Autres (rayée, défaut de comparaître, etc.)	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	1	1
2.2.1.2.1 Protection (41) (2.2.1.2.1.1 à 2.2.1.2.1.4)	614	482	763	527	846	762	607	492	677	731	775	590
2.2.1.2.1.1 Continuées à la même étape	13	17	10	8	8	11	8	9	5	5	17	7
2.2.1.2.1.2 Remise à la même étape	394	247	450	332	528	418	352	306	459	318	500	385
2.2.1.2.1.3 Fixées à une autre étape	206	209	301	185	306	331	246	171	205	401	244	189
2.2.1.2.1.4 Autres (rayée, défaut de comparaître, etc.)	1	9	2	2	4	2	1	6	8	7	14	9
2.2.1.5 Divers (51) (2.2.1.5.1 à 2.2.1.5.4)	2	1	5	0	1	4	2	1	1	4	4	6
2.2.1.5.1 Continuée à la même étape	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.1.5.2 Remises à la même étape	2	1	5	0	1	4	2	1	1	4	4	6
2.2.1.5.4 Autres (rayée, défaut comparaître, etc.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2.2 Causes terminées (2.2.2.1 + 2.2.2.2 + 2.2.2.5)	267	282	258	253	305	327	254	246	287	284	294	206
2.2.2.1 Section délinquance (2.2.2.1.1 + 2.2.2.1.2)	48	54	41	52	70	82	77	65	55	50	68	56
2.2.2.1.1 Délinquance (03) (2.2.2.1.1.1 + 2.2.2.1.1.2)	24	36	26	35	49	57	61	54	39	35	54	46
2.2.2.1.1.1 Sans condamnation	9	15	20	27	28	21	29	32	19	17	28	17
2.2.2.1.1.2 Avec au moins une condamnation (2.2.2.1.1.2.1 + 2.2.2.1.1.2.2)	15	21	6	8	21	36	32	22	20	18	26	29
2.2.2.1.1.2.1 Condamnation à une peine pour adolescents	15	21	6	8	21	36	32	22	20	15	26	29
2.2.2.1.1.2.2 Condamnation à une peine pour adultes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0
2.2.2.1.2 Infractions (62) et statutaire fédéral (71) (2.2.2.1.2.1 + 2.2.2.1.2.2)	24	18	15	17	21	25	16	11	16	15	14	10
2.2.2.1.2.1 Sans condamnation	7	4	8	7	10	9	5	1	2	5	6	2
2.2.2.1.2.2 Avec au moins une condamnation	17	14	7	10	11	16	11	10	14	10	8	8
2.2.2.2 Section protection (2.2.2.2.1 à 2.2.2.2.3)	212	223	210	199	229	242	175	181	227	229	226	148
2.2.2.2.1 Protection (41)	191	205	207	161	201	186	139	142	195	168	198	114
2.2.2.2.2 Mesures de protection immédiate (49) par le juge	21	18	3	38	28	56	36	39	32	61	28	34
2.2.2.5 Divers (51)	7	5	7	2	6	3	2	0	5	5	0	2

Source : Système d'information de gestion (M010)
Date d'extraction : 2024-02-08